

L'ÉTAT QUI SOUTIENT

Politique de la ville
2,9 M€

EMPLOI

52,9 M€

reversés à 3 334 entreprises bénéficiaires en 2017 (Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi)

35 860

demandeurs d'emploi indemnisés au 30/11/2017



1 236
contrats aidés

154

autorisations de travail accordées (11 stagiaires de l'AFFPA qui sont sortis de formation le 31 mai 2018)

73

entreprises en difficulté soutenues

9

entreprises adaptées subventionnées
179 postes - 2 557 672 €

COLLECTIVITÉS LOCALES

» Bilan des concours financiers de l'Etat en volume et par grande catégorie d'aides

13 M€

MONTANT GLOBAL DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

> CPER

4,2 M€

(2,1 M€ pour le pôle d'échanges multimodaux de Chartres + 1 M€ pour le pôle d'échanges multimodaux de Dreux)

> DOTATION DE FONCTIONNEMENT

76,3 M€

montant global

> DSIL

4,1 M€

75 projets (dont 15 au titre du contrat de ruralité du PETR du Perche)

> DETR

8,9 M€

260 projets

LOGEMENT



1,9 M€

de subventions pour 4,4 M€ de travaux pour les entreprises de BTP locales (ANAH)

472 200€

de subventions directes pour les logements sociaux

340

logements sociaux financés

218

logements bénéficiaires de rénovation énergétique

7,8 M€

d'aides indirectes de l'État

DEVOIR DE MÉMOIRE (ONACVG)

189

dossiers « solidarité » instruits

33

associations d'anciens combattants et victimes de guerre

35 000

ressortissants

139 200€

attribués

AGRICULTURE



417 390€

aides aux agriculteurs confrontés à la crise

105,9 M€

crédits Politique Agricole Commune versés

SERVICE RENDU À L'USAGER

14

Maisons de Services au Public



Maison de services au public

1

Maison de l'Etat

PATRIMOINE



2,2 M€

aide à la restauration et mise en valeur des monuments historiques (dont 1,2€ de subventions d'investissement y compris aide aux projets de valorisation touristique de la cathédrale de Chartres)

INCLUSION SOCIALE

5 M€

d'aides financières

750 000€ pour l'hébergement d'urgence

2 317 500€ pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

481 000€ pour la veille sociale

L'ÉTAT FACILITATEUR



144 602

déclarations de revenus en ligne

201 572

appels téléphoniques gérés par le centre de contact

177 692

messages électroniques reçus et traités par le centre de contact

L'ÉTAT QUI SOUTIENT

» Délivrance des titres



28 728 *

cartes grises (Préfecture)

5 600

cartes grises (Sous-Préfecture)

8 095

CNI au 1^{er} trimestre 2017 (avant la bascule vers le CERT) > plus de passeports depuis 2015

13 125 *

permis de conduire (Préfecture)

1 600

permis de conduire (Sous-Préfecture)

2 198

usagers reçus en commission médicale primaire



PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Place de la République CS 80537
28019 Chartres cedex

T : 02 37 27 72 00

F : 02 37 27 70 48

eure-et-loir.gouv.fr

Suivez-nous sur



Préfecture d'Eure-et-Loir



@Prefet28

Creation Oslo Communication

2017

RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES DE L'ÉTAT EN EURE-ET-LOIR



PRÉFÈTE
D'EURE-ET-LOIR

L'ÉTAT CHAQUE JOUR À VOS CÔTÉS



En 2017, les services de l'État en Eure-et-Loir se sont à nouveau mobilisés dans tous les domaines.

Sur le front de l'emploi et des entreprises, dans le soutien accordé aux investissements des collectivités locales, dans le domaine agricole, l'État a soutenu avec conviction les projets euréliens. L'État a aussi protégé en luttant inlassablement contre la délinquante sous toutes ses formes.

Ces efforts ont produit des résultats : la délinquance générale a baissé dans le département et notre combat contre l'insécurité routière reste sans faille.

L'État a enfin contrôlé pour garantir la sécurité des Euréliens mais aussi pour lutter contre toutes les fraudes.

Ces résultats témoignent du remarquable investissement des agents de l'État au service de l'intérêt général, des citoyens et du pays.

Sophie Brocas
PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

L'ÉTAT QUI PROTÈGE

Préserver
la tranquillité publique



» Faits élucidés

Faits d'Atteintes Volontaires à l'Intégrité Physique



Faits d'Atteintes aux biens



Escroqueries et infractions économiques et financières



Prévenir
contre les risques



336 VISITES D'ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

4 EXERCICES DE CRISE

» Faits enregistrés par les forces de l'ordre

Faits de délinquance générale



26 631
INTERVENTIONS
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

155
CONVENTIONS DE PARTICIPATION
CITOYENNE SIGNÉES

83
ÉTRANGERS EN SITUATION
IRRÉGULIÈRE RECONDUITS

58
KG DE DROGUES
SAISIÉS

397

35
SAISIÉS
D'ARMES

3 072 207 € : **731 008 €**
AVOIRS CRIMINELS SAISIÉS

Lutter
contre l'insécurité routière



ZONE GENDARMERIE : 160 accidents
ZONE POLICE : 46 accidents

202 blessés
51 blessés

36 tués
8 tués

19 accidents sur les routes nationales en 2017
38 accidents sur les routes autoroutières en 2017
117 accidents sur les routes départementales en 2017

» Actions prévention sécurité routière en 2017

Contrôles alternatifs* : 130 personnes sensibilisées

Établissements scolaires : 3440 jeunes sensibilisés

Établissements de nuit : 1200 personnes sensibilisées

Entreprises : 450 salariés sensibilisés

*définition : action de sensibilisation à la sécurité routière qui est une alternative à la répression dès lors que l'excès de vitesse est inférieur à 20km/h au-dessus la vitesse maximale autorisée.

L'ÉTAT QUI CONTRÔLE

Sécurité

» Sécurité publique

229
autorisations de vidéoprotection

220
contrôles des véhicules de transport routier en 2017

» Sécurité sanitaire des consommateurs

2 771
prélèvements pour les eaux de boisson

Contrôles des eaux de loisirs
818 prélèvements

139
alertes de non-conformité de la qualité des eaux de loisirs

500
contrôles alimentaires

Emploi

1 375
contrôles de l'inspection du travail

35
cas de travail dissimulé identifiés

» Comité opérationnel départemental anti-fraude

347 000 €
d'avoires criminels confisqués

77
actions de contrôle

2,5 M€
saisies (numéraires, soldes de comptes bancaires, biens immobiliers, véhicules)

829 000 €
de pénalités financières

Environnement



158
contrôles des installations classées pour la protection de l'environnement

1 253
contrôles des eaux souterraines au titre de la police de l'environnement

Collectivités locales

» Contrôle budgétaire et contrôle de légalité



20 000
actes transmis à la préfecture par voie dématérialisée

1 200
actes d'urbanisme et d'aménagement contrôlés

14 423
actes des collectivités territoriales contrôlés